

[Notre supplément mensuel]

Autor(en): **Chambre de commerce suisse en France**

Objekttyp: **Appendix**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **36 (1956)**

Heft 5

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Editorial

L'utilisation industrielle de la désintégration atomique, étape indispensable de l'âge économique moderne, suppose la mise en œuvre de moyens si considérables en capitaux, en installations et en hommes, qu'elle impose des solutions fondamentalement différentes de celles qui ont cours dans la production classique d'énergie et d'articles industriels.

Il est inconcevable tout d'abord que l'entreprise privée du mode capitaliste parvienne seule à réunir ces moyens. Elle peut et doit prendre une part prépondérante dans le développement des recherches, des techniques et des matériels, être à l'origine des progrès et des initiatives, mais l'intervention de l'État paraît indispensable devant l'énormité des tâches à accomplir, spécialement en ce qui concerne la recherche et l'expérimentation; les dépenses qui en résultent doivent être réparties entre tous les détenteurs de la puissance économique de la nation.

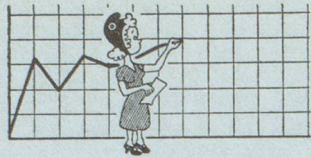
Il faut même aller plus loin : aucun pays européen ne peut mettre sur pied à lui seul une politique nationale de l'énergie nucléaire : les programmes indispensables sont à la mesure des grands ensembles économiques, des continents. Ils doivent être conçus à l'échelle européenne.

Nous sommes à une époque où l'on sent dans tous les domaines la nécessité d'innover, de faire éclater des cadres devenus trop étroits, d'élaborer des plans d'action à l'échelle internationale. Ne faut-il pas se réjouir dès lors de disposer, comme champ d'expérimentation, d'une matière totalement nouvelle, qui n'est pas encore envahie d'un réseau d'intérêts particuliers, de privilèges, de « lobbys », qui s'opposeraient à toute solution hardie. L'euro-péanisation de l'énergie nucléaire apparaît dès l'abord moins difficile à réaliser que celle du charbon et de l'acier, à laquelle M. Robert Schuman a attaché son nom et dont on connaît le succès.

Reste à savoir par quels moyens doit être résolue cette union. Intégration ou coopération ? Nous avons réuni autour d'une table ronde les partisans des deux solutions. Pour notre part, nous souhaitons vivement que les experts s'entendent sur une formule de conciliation qui consiste à encourager sans réserve les efforts accomplis vers l'Euratom, et à les « intégrer » en quelque sorte dans le cadre plus large que constitue l'Organisation européenne de coopération économique, afin de permettre à tous les membres de cette organisation de participer à l'action commune sans devoir renoncer pour autant à des principes essentiels.

L'avenir de l'Europe dépend du réalisme et de l'esprit de décision de ses dirigeants dans ce domaine.

Chambre de commerce suisse en France



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

PRIX Tension persistante. — La hausse des prix qui s'était manifestée à la suite des dégâts causés aux cultures par le gel, a pu être stoppée grâce aux diverses mesures prises par le gouvernement. Néanmoins, la tension persiste. C'est ainsi que l'indice des prix de gros s'est élevé, en avril, à 141,5 contre 140,2 en mars. Par contre, l'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris a pu être ramené, pour le même mois, à 147,5 contre 148,1 en mars. Là une hausse de 0,9 %, ici une baisse de 0,4 %. Pour deux produits de base, le charbon et l'acier, les prix évoluent d'une manière différente. Les Charbonnages de France se sont inclinés devant le désir impératif du gouvernement et ont renoncé de relever les prix du charbon; ils ont reçu en compensation, sous formes diverses, environ 13 milliards d'aides de l'État. Les entreprises sidérurgiques n'ont pas cru pouvoir adopter une attitude analogue. Bien que le gouvernement se soit déclaré opposé à un relèvement des prix de l'acier, elles ont majoré leurs barèmes de 2 à 7,5 %, selon les produits. Ces majorations correspondent, en année pleine, à une augmentation de recette d'environ 15 à 18 milliards, soit 4 % du montant des ventes sur le marché intérieur. Les Pouvoirs Publics maintiennent leur refus absolu d'autoriser la récupération de la hausse de l'acier par les industries transformatrices.

LUTTE CONTRE L'INFLATION

Controverses. — Ainsi le danger d'une poussée ascendante des prix se présente comme une éventualité assez précise. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que les avertissements se multiplient et que des voix plus ou moins autorisées se fassent entendre pour exiger une nouvelle orientation de la politique économique dans le sens de la « désinflation ». Le gouvernement, tout en prenant des mesures pour empêcher les prix de monter, n'entreprend rien pour modérer l'accroissement global de la demande, favorisé par les nouvelles lois sociales (allongement des congés payés, la réduction des abattements de zones de salaires, la création du Fonds national de solidarité). Il espère, sans doute, que l'expansion continue de la production permettra de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande de biens grâce à une augmentation corrélative de l'offre.

Tel semble être en tout cas le point de vue exprimé par le Conseil National du crédit dans son dernier rapport annuel. Le Conseil estime que la situation n'a pas appelé de nouvelles interventions limitatives dans le domaine des concours bancaires parce que ces concours n'ont pas été, jusqu'ici, sollicités de façon excessive. Les efforts à poursuivre doivent toujours porter sur la formation de l'épargne. L'expansion de la production et l'augmentation du revenu national qu'elle implique devraient ainsi consolider les résultats obtenus et donner les moyens de poursuivre l'effort entrepris, tout en maintenant la stabilité monétaire acquise depuis quatre ans.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'expansion continue. — L'indice de la production industrielle (sans le bâtiment; 1938 = 100) s'est établi à 184 en janvier et en février et à 189 en mars. Pendant les trois premiers mois de l'année précédente, ces indices n'étaient que respectivement 166, 169 et 173. Sur la base de ces chiffres, la production accuse, pour le premier trimestre 1956, une augmentation d'environ 10 % par rapport à la période

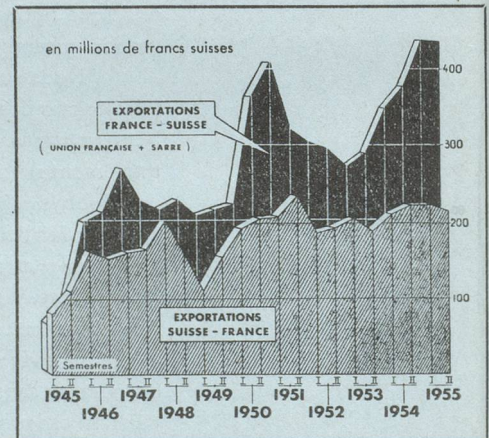
correspondante de 1955. Ainsi l'expansion semble se poursuivre sur un rythme constant. En effet, l'indice moyen pour 1955 ressortait à 169, contre 154 en 1954, donnant un accroissement de l'ordre de 10 %, contre 9 % de 1953 à 1954.

Nouveau déficit. — Pour le mois d'avril, les opérations U. E. P. de la France à l'Union européenne de paiements se sont soldées par un déficit de 33,9 millions de dollars. En mars, le solde débiteur avait été de 51,8 millions. Pour les quatre premiers mois de 1956, les comptes de la France à l'U. E. P. font apparaître un déficit de 150 millions de dollars, contre un excédent de 60,7 millions pour la période correspondante de l'année précédente.

Remboursements. — La France vient de rembourser la somme de 67,9 millions de dollars au Fonds monétaire international, grâce à quoi le quart de la participation française au capital du Fonds se trouve intégralement souscrit en or et en dollars. Cette opération achève le remboursement de diverses dettes extérieures à court terme et contribue à l'assainissement de la position financière de la France. Ce résultat remarquable est dû à la politique poursuivie avec obstination par les autorités monétaires qui ont mis à profit les fortes rentrées de devises en 1954 et 1955 pour liquider par anticipation les engagements à court terme envers l'étranger.

DETTES EXTERIEURES

GRAPHIQUES DU COM



COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	9 mai 3.100	13 avril 3.120	12 mai 2.530
Cours fr. s. marché parallèle.	9 mai 90,50	12 avril 95,25	12 mai 86,25
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100)	4 mai 379	6 avril 366	6 mai 402
Ind. prod. ind. (1938 = 100)	mars 189	février 184	mars 173
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	février 210	janvier 209	février 191
Ind. prix de gros (1949 = 100)	avril 141,5	mars 140,2	avril 134,8
Ind. prix consomm. familiale (1949 = 100)	avril 147,5	mars 148,1	avril 144,8
Transports commerc. (mio. t.)	février 14,4	janvier 13,4	février 14,7
Voyageurs (millions)	février 39,5	janvier 44,4	février 38,5
Ind. vol. import. (1938 = 100)	février 128	janvier 132	février 146
Ind. vol. export. (1938 = 100)	février 202	janvier 187	février 229
Solde mensuel à l'U. E. P. (mio \$)	avril -33,9	mars -51,8	avril +10,9

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

U. E. P. Position de la Suisse en avril. — Pour le mois d'avril, le trafic des paiements avec les pays membres de l'U. E. P. a produit un solde passif de 95,3 millions de francs. Le quota de base et la rallonge sont utilisés à raison de 40,9 %.

Participation de la Suisse. — Dans un message du 4 mai 1956, le Conseil fédéral recommande à l'assemblée fédérale le renouvellement jusqu'au 30 juin 1957 de la participation de la Suisse à l'U. E. P. et la reconduction du crédit accordé jusqu'ici par la Suisse à ladite Union.

La Commission du Conseil National a décidé à l'unanimité de recommander au dit Conseil d'adopter le projet d'arrêté joint au message.

moteur, c'est-à-dire 4.000 de plus que pour la période correspondante de 1955.

D'autre part, on constate un accroissement dans les exportations de machines et d'horlogerie ainsi que dans l'exportation de capitaux, plusieurs emprunts importants de sociétés étrangères ayant rencontré grand succès en Suisse.

En revanche l'emprunt fédéral 3 % 1956 de 338 millions sur lequel la Confédération s'était réservé un montant de 58 millions, n'a pas rencontré la faveur du public car sur le montant de 280 millions de francs offert en souscription, seulement 210 millions ont été souscrits. Le Syndicat d'émission doit en conséquence prendre à sa charge environ 24 % du montant non souscrit.

COMMERCE EXTERIEUR

Résultats d'avril. — En avril les importations ont atteint 614,6 millions de francs contre 627,3 millions le mois précédent alors que les exportations totalisent 467,3 millions de francs contre 534,9 pour le mois de mars. Le solde passif de la balance commerciale s'établit donc à

147,3 millions de francs. Pour les 4 premiers mois de cette année, les importations ont atteint 2.281,3 millions (2.030,7 millions en 1955) et les exportations 1.893,1 millions (1.727,6 millions en 1955). La balance commerciale des 4 premiers mois fait apparaître un solde passif de 388,2 contre 303,1 millions l'année dernière.

Durant les 3 premiers mois de l'année, la Suisse a importé 32.800 véhicules à

Deux refus du peuple. — Lors de la votation fédérale des 12 et 13 mai, le referendum lancé contre l'aide de la Confédération à l'Usine d'Ems a été sanctionné par le peuple qui a repoussé cette aide par 429.314 voix et 20,5 cantons contre 315.704 voix et 4,5 cantons. De même l'initiative dite « Rheinau II » qui voulait soumettre obligatoirement au peuple toutes les concessions hydrauliques a été repoussée par 453.456 voix et 22,5 cantons contre 266.453 voix et 2,5 cantons.

VOTATIONS FÉDÉRALES

Exploitation en 1955. — L'exploitation des C. F. F. C. F. F. en 1955 accuse des chiffres records dans tous les secteurs.

Le solde actif du compte de profits et pertes de 17,5 millions de francs permet de distribuer la rémunération légale de 4 % soit 16 millions au capital de dotation; le solde de 1,5 millions étant reporté à nouveau.

Compte d'état. — Le compte d'état de la Confédération pour 1955 a bouclé avec un boni de 215 millions de francs alors que le budget ne prévoyait que 22 millions.

Le découvert du bilan a pu être ramené de 7.795 à 7.580 millions de francs.

CONFÉDÉRATION

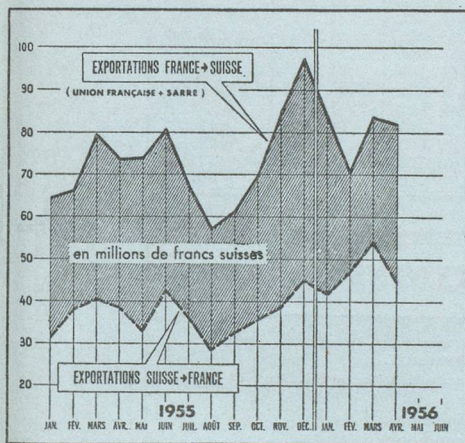
Grand succès en 1956. — La quarantième Foire suisse d'échantillons à Bâle a remporté un vif succès puisque au total ont été vendues 494.480 cartes d'entrées contre 455.182 l'année dernière. Étant donné que les cartes permanentes donnent droit à plusieurs entrées, on peut chiffrer à 750.000 le nombre total des entrées. L'intérêt manifesté par les visiteurs étrangers a été très vif. On a enregistré 13.788 visiteurs étrangers venant de 86 pays différents. Compte tenu de ceux qui ne s'annoncent pas, on peut estimer à 30.000 le total des visiteurs étrangers.

FOIRE DE BALE

Accord de consultation. — Des négociations qui se sont déroulées à Paris entre une délégation suisse et une délégation de la C. E. C. A. ont abouti à la conclusion d'un accord de consultation réciproque dans tous les cas où la C. E. C. A. prendrait des mesures susceptibles d'affecter les intérêts économiques de la Suisse.

C. E. C. A.

MERCE FRANCO-SUISSE



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr. s.	15 mai 32	17 avril 32	9 mai 28,50
Cours billet 100 fr. fr.	15 mai 1,09 1/2	17 avril 1,06	9 mai 1,15
Ind. gén. actions.	avril 442	mars 439	avril 425
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant).	4 ^e trim. 135	3 ^e trim. 132	4 ^e trim. 132
Ind. prix de gros (1939 = 100)	avril 217,2	mars 216,7	avril 214,5
Ind. prix à la consommation (1939 = 100)	avril 173,2	mars 173,5	avril 171,7
Ind. salaires hor. réels (1952 = 100)	4 ^e trim. 102,8	3 ^e trim. 102,5	4 ^e trim. 101,3
Marchandises transportées C. F. F. (mio. de t.)	mars 1,9	février 1,5	mars 1,9
Voyageurs (millions)	mars 18,1	février 16,8	mars 17,9
Ind. import. (1949 = 100)	avril 189	mars 197	avril 171
Ind. export. (1949 = 100)	avril 173	mars 192	avril 163
Solde mensuel à l'U. E. P. (mio. \$)	avril -21,8	mars -9,1	avril -9,9

STATISTIQUES FRANCO-SUISES

Commerce de la France et de la Suisse avec les pays étrangers (d'après les statistiques douanières française et suisse)

	FRANCE + SARRE (en millions de francs français)			SUISSE (en milliers de francs suisses)		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
Juillet 1955	93.816	95.413	+ 1.597	530.392	489.400	— 40.992
Août 1955	100.948	87.851	— 13.097	506.708	397.893	— 108.815
Septembre 1955	94.654	81.908	— 12.746	520.327	486.287	— 34.040
Octobre 1955	93.807	94.288	+ 481	549.930	517.713	— 32.217
Novembre 1955	105.915	96.115	— 9.800	573.802	533.145	— 40.657
Décembre 1955	135.029	140.954	+ 5.925	632.100	550.100	— 82.000
Total 1955	1.247.716	1.161.180	— 86.536	6.401.186	5.622.204	— 778.982
Moy. mens. 1955	103.976	96.765	— 7.211	533.432	468.517	— 64.915
Janvier 1956	94.556	82.868	— 11.688	535.637	427.185	— 108.452
Février 1956	81.679	112.356	+ 30.677	503.223	463.676	— 39.547
Mars 1956	129.779	98.186	— 31.593	627.344	534.921	— 92.423
Avril 1956	124.844	96.539	— 28.305	614.590	467.281	— 147.309

Commerce franco-suisse (d'après les statistiques douanières suisses)

	FRANCE + SARRE (en milliers de fr. s.)			OUTRE-MER (en milliers de fr. s.)			TOTAL (en milliers de fr. s.)		
	Exportations de Suisse	Importations en Suisse	Balance commerciale française	Exportations de Suisse	Importations en Suisse	Balance commerciale française	Exportations de Suisse	Importations en Suisse	Balance commerciale française
Juillet 1955	31.405	66.097	+ 34.692	4.621	1.338	— 3.283	36.026	67.435	+ 31.409
Août 1955	24.917	56.469	+ 31.552	3.474	1.030	— 2.444	28.391	57.499	+ 29.108
Septembre 1955	28.320	59.738	+ 31.738	4.183	1.589	— 2.595	32.503	61.327	+ 28.823
Octobre 1955	31.738	67.993	+ 36.255	3.824	1.766	— 2.058	35.562	69.759	+ 34.197
Novembre 1955	34.630	80.945	+ 46.314	3.801	3.421	— 381	38.432	84.366	+ 45.934
Décembre 1955	39.885	93.627	+ 53.742	5.088	3.441	— 1.647	44.973	97.068	+ 52.095
Total 1955	390.227	845.790	+ 455.563	50.654	29.940	— 20.714	440.881	875.731	+ 434.850
Moy. mens. 1955	32.519	70.482	+ 37.963	4.221	2.495	— 1.726	36.740	72.978	+ 36.238
Janvier 1956	39.047	81.672	+ 42.625	3.090	2.299	— 791	42.136	83.971	+ 41.835
Février 1956	43.175	68.899	+ 25.725	3.789	1.938	— 1.850	46.963	70.838	+ 23.875
Mars 1956	49.670	79.465	+ 29.795	4.198	3.787	— 411	53.868	83.252	+ 29.384
Avril 1956	39.921	78.373	+ 38.452	4.817	2.819	— 1.988	44.738	81.192	+ 36.454

CALENDRIER DES FOIRES ET EXPOSITIONS

Bordeaux	10 au 25 juin 1956	Foire internationale de Bordeaux.
Paris	22 au 30 juin 1956	Salon international des techniques papetières et graphiques.
Genève	25 août au 17 septembre 1956	Exposition montres et bijoux.
Strasbourg	1 ^{er} au 16 septembre 1956	Foire internationale de Strasbourg.
Besançon	6 au 16 septembre 1956	Salon international de l'horlogerie et des industries comtoises.
Paris	9 au 14 septembre 1956	Semaine du cuir.
Marseille	15 septembre au 1 ^{er} octobre 1956	Foire internationale de Marseille.
Lausanne	8 au 23 septembre 1956	Comptoir suisse.
Paris	15 au 24 septembre 1956	Salon commercial et professionnel des ateliers d'art.
Paris	27 septembre au 15 octobre 1956	Exposition d'automne.
Metz	29 septembre au 15 octobre 1956	Foire internationale de Metz.
Paris	28 septembre au 14 octobre 1956	Salon nautique international.
Paris	4 au 14 octobre 1956	Salon international de l'automobile, du cycle, des motocycles et des sports.
Paris	5 au 15 septembre 1956	Salon national de la radio, de la télévision et de l'électronique.
Paris	11 au 21 octobre 1956	Salon international de l'équipement de bureau.
Saint-Gall	11 au 21 octobre 1956	Olma, Foire suisse de l'agriculture et de l'industrie laitière.
Toulouse	12 au 28 octobre 1956	Quinzaine des arts ménagers.
Toulouse	27 octobre au 4 novembre 1956	Salon de la T. S. F.
Lille	31 octobre au 11 novembre 1956	Salon du confort ménager et de l'enfant.
Paris	1 ^{er} au 18 novembre 1956	Salon de l'enfance, de la jeunesse et de la famille.
Paris	3 au 12 novembre 1956	Salon de l'équipement des industries et des commerces de l'alimentation.